



L'IRAN EST-IL UNE PUISSANCE RÉGIONALE DANGEREUSE ?

Michel Makinsky*

Dans un récent article paru dans le Journal MERIA¹, Barry Rubin expose deux thèses qui stimulent notre intérêt. Comme l'indique son titre (« L'Iran : montée d'une puissance régionale »), il s'agit de considérer, d'abord, que la République islamique est une puissance régionale en expansion, puis, au fil de la lecture, l'on découvre la deuxième thèse : que cette puissance est porteuse de dangers, essentiellement du fait de ses ambitions et objectifs, tels que notre auteur les définit. L'objet des lignes qui suivent est d'examiner ces deux thèses et de proposer des réflexions complémentaires ainsi que des éclairages différents sur celles-ci.

REDÉCOUVRIR UNE PUISSANCE RÉGIONALE

La République islamique ne cesse de revendiquer un statut de *puissance régionale*, d'acteur majeur de la zone, dont la responsabilité particulière est la constitution ou le maintien d'une certaine stabilité dans la région. Bien plus, les autorités iraniennes tiennent un discours permanent sur la place de l'Iran dans les différents enjeux régionaux, reflétant ainsi l'ambition de ce dernier d'exercer une influence décisive sur son environnement géographique. Ceci n'est en rien une nouveauté.

L'Iran et le Golfe

À l'égard du Golfe Persique et de la péninsule arabique, le discours iranien est constant. Notamment depuis la réconciliation avec l'Arabie saoudite, Téhéran répète régulièrement que l'Iran, du fait de son emplacement géographique, de sa taille, de ses traditions séculaires et de son poids économique (plus particulièrement de ses ressources), a toutes les raisons de se voir reconnaître par ses voisins non seulement une place mais aussi des responsabilités dans l'équilibre des forces et dans la sécurité régionale. Le

thème récurrent est : tenons les forces « étrangères » (c'est-à-dire Washington et ses alliés) hors de la zone, dénonçons aux Américains le monopole du rôle de « super-gendarme » et laissons le soin aux puissances locales d'assurer leur propre sécurité. De fait, sous l'impulsion de Mohammad Khatami, Téhéran a multiplié les approches tant auprès de chaque État qu'au niveau du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Aux monarchies proches de lui, l'Iran a distillé un message à double contenu : d'une part, en tant que proche voisin, il est à même de comprendre et de partager leurs préoccupations et leurs intérêts ; d'autre part, son poids peut utilement contrebalancer les ambitions parfois pesantes de l'Arabie saoudite. Ce langage ne laisse pas les pétromonarchies insensibles, en particulier les Émirats Arabes Unis et le Qatar, d'autant plus qu'elles comportent des minorités chi'ites et ont développé des relations commerciales d'une ampleur sans précédent avec l'Iran. Le sultan d'Oman, dont l'indépendance d'esprit est connue, est un auditeur attentif de ces messages, tandis que le Koweït, encore marqué par le souvenir de l'invasion irakienne, suit de près l'évolution iranienne. Les Émirats sont un pôle économique, commercial et logistique d'une extrême importance pour

les échanges et investissements iraniens. La présence iranienne y est spectaculaire. Bien plus, Téhéran a maintes fois demandé au CCG non seulement de reconnaître à l'Iran ce statut de *puissance régionale* mais aussi d'en tirer toutes les conséquences, à savoir d'insérer la République islamique dans le dispositif de sécurité régionale. Force est de reconnaître que jusqu'à présent ces requêtes n'ont reçu qu'un accueil poli et réservé sans suite.

Bien avant qu'Ahmadinejad ne soit élu président, les membres du CCG ne souhaitent déjà pas confier à l'Iran des responsabilités opérationnelles dans un quelconque dispositif de sécurité régionale ; ou, du moins, ils étaient assez réservés à ce sujet. Les raisons étaient de plusieurs natures. D'une part, l'Arabie saoudite ne voulait pas que son rival perse et chi'ite gagne ainsi un poids supplémentaire et une influence croissante au détriment du pôle sunnite de Riyad. Washington redoutait également que Téhéran ne se trouve ainsi renforcé et aussi protégé, permettant ainsi à l'Iran de faire contrepoids aux intérêts américains ; les États-Unis se sont efforcés de dissuader les pays du Golfe de créer avec l'Iran des relations à caractère sécuritaire. Les requêtes iraniennes furent éconduites également pour d'autres motifs pertinents.

Faire partie d'un dispositif opérationnel de sécurité régionale, aspiration qui semble légitime de la part d'une des principales puissances concernées, présuppose d'inspirer confiance. À cet égard, le discours iranien, sous la présidence Khatami, a amplifié la normalisation inaugurée par son prédécesseur, sous le thème : les ambitions de révolution islamique mondiale n'ayant guère de chance de se concrétiser, place au réalisme, à la coexistence et plus encore à la concertation régionale. Tirant profit de sa position dans l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et défendant ses propres intérêts, Téhéran n'a rien fait pour déstabiliser cette dernière et s'est conformé aux décisions prises

(notons qu'en dehors de quelques dépassements ponctuels de ses quotas, l'appareil de production iranien, en partie obsolète, a souvent été incapable d'atteindre ces derniers). Ayant tiré les leçons de ses échecs révolutionnaires internes et externes, la République islamique comptait capitaliser sur le boom de ses échanges économiques pour progresser dans une implication stratégique. L'invasion du Koweït par l'Irak renforçait le projet de mettre l'Iran à contribution dans une sécurité régionale singulièrement menacée tant que Saddam Hussein était au pouvoir. Or, il est clair que quelles que soient les proclamations pacifiques des dirigeants iraniens, Téhéran n'inspirait pas à ses partenaires du CCG une confiance suffisante pour être accueilli dans un dispositif de sécurité régionale. Si ces partenaires étaient disposés, au fur et à mesure de la consolidation de la présidence Khatami, à prendre acte de la « normalisation » du régime de Téhéran et de sa renonciation à chercher à instaurer une révolution islamique mondiale, ils demeuraient néanmoins perplexes sur les contradictions de la politique étrangère iranienne.

Ces contradictions étaient multiples. Alors que le président Khatami et son gouvernement proclamaient leur volonté de ne pas s'ingérer dans les affaires intérieures des pays voisins et de ne pas recourir au soutien à des mouvements terroristes ou séparatistes (chi'ites), afin de jouer plutôt un rôle stabilisateur, l'Iran ne cessait de démentir ces proclamations et d'intervenir en sens inverse. Au Liban, bien que les responsables iraniens affirmaient que leur appui au Hezbollah était « moral et politique », des approvisionnements de matériel de grande ampleur ont été remarqués. De même, les extrémistes du Hamas et du Jihad islamique palestinien bénéficiaient, comme leur allié chi'ite libanais, d'entraînement militaire en Iran avec les *Pasdarans* (« Gardiens de la révolution islamique », l'appareil militaire qui a pris le pas sur

l'armée initiale) et les *Bassiji* (force paramilitaire subordonnée aux Pasdarans). La qualité croissante du matériel fourni au Hezbollah, avant même l'élection d'Ahmadinejad, attestait de l'ampleur de l'engagement iranien.

Concernant l'Irak, le conflit sanglant avec ce dernier avait laissé des traces pénibles. Ainsi, la chute de Saddam Hussein a été accueillie avec une satisfaction non dissimulée et a conforté considérablement la posture iranienne : le principal adversaire est renversé et, avec lui, la menace majeure qui pouvait peser sur Téhéran. Paradoxalement, Washington est le responsable du renforcement de la puissance régionale iranienne. Téhéran, qui avait observé une neutralité bienveillante lors de l'invasion de l'Irak, espérait en outre en tirer des dividendes grâce à des relations plus apaisées avec la Maison Blanche. En effet, l'Iran et les États-Unis ont des intérêts communs dans la région malgré leurs rivalités et antagonismes ; au premier rang de ces intérêts se trouve un Irak uni et stable. Toutefois, deux facteurs vont anéantir ces perspectives de (relative) convergence : d'une part la politique prônée par les néoconservateurs américains qui poussent à « terminer le job » (renverser le régime de mollahs placé sur « l'axe du mal ») et, d'autre part, les opérations et ingérences des services de renseignement iraniens, Pasdarans, Bassijis et autres activistes sécuritaires².

S'agissant du dossier palestinien, les dirigeants iraniens oscillaient entre un appui inconditionnel au Hamas et au Jihad islamique, et l'aveu discret que si le peuple palestinien décidait de cohabiter avec Israël, Téhéran ne serait pas « plus royaliste que le roi » et s'inclinerait devant cette volonté. Ceci n'a pas empêché pour autant le Guide Khamene'i de régulièrement dénier à Israël le droit d'exister, et même l'ancien président Rafsandjani (un an avant de se porter candidat aux élections présidentielles) de plaider pour un État unique, ce qui

implique automatiquement la disparition de l'État hébreu.

À l'évidence, plusieurs éléments sensiblement significatifs ont fortement dissuadé les monarchies du Golfe d'intégrer Téhéran dans un dispositif de sécurité régionale. Le premier est récurrent : l'occupation par l'Iran des îlots d'Abou Moussa et des Petite et Grande Tomb. Les prétentions iraniennes (et leur discussion) ont fait l'objet d'une impressionnante accumulation d'analyses historico-juridiques³, que nous ne détaillerons pas ici *brevitatis causa*. Ce qui est utile de souligner à présent est que ce contentieux avec les Émirats Arabes Unis a pour conséquence d'entretenir méfiance et inquiétude chez les membres du CCG, qui ne comprennent pas pourquoi l'Iran campe sur ses positions inflexibles et refuse de soumettre ce litige à une juridiction internationale comme la Cour de La Haye.

Dès lors, il n'est pas étonnant que ces pays émettent des réticences à institutionnaliser un partenariat sécuritaire avec un tel voisin. Quelles sont les raisons de la crispation iranienne sur ce dossier ? Sont-elles uniquement reliées à la fierté perse qui s'enflamme, à la fureur iranienne, comme ce fut le cas lors de l'affaire des cartes de la revue *National Geographic*, qui avait eu l'impudence de débaptiser le Golfe Persique ? Ce n'est pas certain. Un parfum de pétrole et de gaz se ferait-il sentir dans ce dossier ? C'est possible, mais il n'est pas exclu que les aménagements militaires effectués sur ces îles soient une pièce essentielle du dispositif stratégique de sécurité iranienne. Notons la grande patience des dirigeants des Émirats Arabes Unis, qui savent conserver une tonalité dépassionnée quant à ce différend, évitant soigneusement sa dégénérescence. L'Iran étant l'un des principaux partenaires économiques des Émirats, ces derniers s'emploient à rester pragmatiques et à préserver de toute secousse l'important courant d'échanges commerciaux qui lie les deux pays, sans compter qu'une communauté iranienne très

puissante et générant de fort juteux revenus, y réside. L'autre facteur de méfiance est la crise nucléaire en cours, qui inquiète fortement les pays du Golfe⁴. Les tournées diplomatiques des dirigeants iraniens, accompagnées de déclarations solennelles d'intentions pacifiques, n'ont pas rassuré les monarchies voisines, rendues d'autant plus méfiantes du fait des exercices navals iraniens. Par ailleurs, le renforcement du Hezbollah libanais, appuyé par Téhéran, contribue également pleinement à alimenter la méfiance des États du Golfe.

Politique étrangère et pouvoir : un lien direct

Ainsi se développa une véritable politique étrangère-bis (cachée). Quels en sont les éléments clés ? Le premier est l'action du Guide suprême, de ses alliés pasdarans et des *Bonyad* (ou « Fondations », puissants conglomerats de fondations charitables islamiques), qui visait à torpiller la ligne Khatami, son autorité et, plus encore, son existence-même ; l'enjeu n'était plus vraiment extérieur. Le décryptage de cette incohérence passe par l'analyse des rapports de force entre les différentes factions engagées dans la conquête du pouvoir. D'ailleurs, parler de pouvoir iranien perdait de sa pertinence car il ne s'agissait plus d'un pouvoir iranien mais de plusieurs. La politique étrangère iranienne du temps de Khatami était donc essentiellement le reflet de luttes internes⁵. Lassé de constater un tel écart entre discours officiels et réalités, Washington a perçu cette politique paradoxale comme étant pure duplicité, les protestations présidentielles d'impuissance suscitant un mélange d'incrédulité (est-ce un double-langage ?) et d'exaspération. De plus, n'ayant pas constaté que la clé des mystères iraniens se trouvait dans ce factionnalisme et surtout dans une montée en puissance des conservateurs en vue d'une prise totale du pouvoir, les États-

Unis en vinrent à considérer Khatami au mieux comme un faible et au pire comme un redoutable manipulateur. L'on comprend ainsi qu'à la veille des présidentielles de juin 2005, la Maison Blanche ait attendu et espéré une victoire de Rafsandjani, qui promettait non seulement de dénouer la crise nucléaire mais aussi de relancer un dialogue constructif avec les États-Unis. Ces derniers ont été la proie d'une lourde illusion : d'abord quant aux chances de victoire électorale du président du Conseil du Discernement, puis en faisant le pari que les forces conservatrices laisseraient à quiconque la possibilité de mener spontanément (c'est-à-dire en dehors de la menace de sanctions) une politique étrangère transparente. Le résultat des présidentielles de juin 2005 devrait servir d'avertissement.

La victoire d'Ahmadinejad représente l'avant-dernière étape de la prise de pouvoir du groupe composé des Pasdarans, Fondations et Bassiji. Les élections locales de 2003, les législatives de 2004 et les présidentielles de 2005 ont été les phases de ce qui ressemble à un coup d'État par un groupe non clérical mais doté d'un objectif religieux et révolutionnaire, par une nouvelle classe qui entend succéder à l'ancienne génération du clergé, considérée comme dépassée⁶, sans légitimité et corrompue. La dernière étape cruciale de cette prise de pouvoir a eu lieu le 15 décembre 2006, lors des élections pour le renouvellement de l'Assemblée des Experts. Ce groupe de 86 religieux de haut rang, dont Rafsandjani fait partie, détient au moins deux prérogatives majeures : désigner en son sein le Guide suprême et pouvoir le renvoyer. Il représente le sommet de la pyramide. Paradoxalement, le fait que ces religieux soient élus au suffrage universel leur confère une légitimité qui sert à dissimuler les pouvoirs démesurés attribués au Guide par la Constitution iranienne et le principe de *velayat-e faqih* (« guidance du juriste théologien »). Les Occidentaux n'ont pas

réalisé à quel point cette échéance constituait un enjeu sans doute plus capital aux yeux des différents acteurs du régime que d'autres dossiers, y compris celui du nucléaire ; car c'est bien l'avenir des forces politico-religieuses qui était en cause, donc la survie-même du régime.

Celui qui parvient à contrôler l'Assemblée des Experts détient assurément une emprise décisive sur le régime, ce qui explique la lutte acharnée au sein des différentes forces politico-religieuses pour s'emparer de cette structure, alors dominée par une coalition assez diversifiée de conservateurs. Le groupe inspiré par l'ayatollah Mohammad Taqi Mesbah Yazdi⁷, le mentor d'Ahmadinejad, a tenté tant que possible de la conquérir. Cette consultation, qui, vu de l'extérieur, semblait ne viser qu'un vague organisme consultatif de vieux sages religieux guère concernés par les combats politiques, fut trop négligée par les observateurs occidentaux. En effet, la grande discrétion de l'Assemblée pourrait laisser croire à un rôle mineur de réflexion : les réunions officielles sont peu fréquentes et les publications et communiqués le sont encore moins. Quelques prises de position sont destinées à faire connaître que telle orientation du régime est un sujet de préoccupation (autrement dit, clairement désapprouvée) ou au contraire doit être renforcée. L'essentiel doit donc se passer lors de concertations à huis-clos, dont généralement rien ne filtre à l'extérieur et dont l'objet est souvent de recueillir un consensus sur des sujets brûlants nécessitant un arbitrage délicat. De temps à autre, l'Assemblée laisse courir des rumeurs, ou des fuites, laissant entendre son insatisfaction, notamment à l'égard du Guide ou autres acteurs. Il est possible que les positions et attitudes du nouveau président aient suscité la contrariété des sages, qui auraient demandé que des mesures correctives soient apportées. Il a même été supposé (sans preuves) que le renforcement par le Guide des pouvoirs de

Rafsandjani et du Conseil du Discernement par rapport au président et au gouvernement refléterait de fortes pressions de l'Assemblée des Experts. Jusqu'à présent, les effets de l'accroissement de ces prérogatives semblent assez théoriques.

Ceci explique pourquoi l'approche des élections de l'Assemblée des Experts, le 15 décembre 2006, s'est traduite par des manœuvres politiques d'une rare violence (au sens strict du terme) et d'une détermination dont l'ampleur en révéla l'enjeu. Le camp d'Ahmadinejad avait lancé une offensive sur plusieurs axes. Il s'agissait d'abord d'influencer les candidatures, la priorité étant de bloquer ou de neutraliser celle de Rafsandjani ou d'un réformateur. Tous les moyens étaient justifiés à cet effet, y compris des menaces physiques contre les membres de l'Assemblée ou contre leur entourage. Des intimidations ont ainsi été infligées par des membres des services parallèles ou même des « disciples religieux » de Yazdi. Par exemple, des « étudiants religieux » ont « spontanément » interrompu un discours de Rafsandjani ; tel autre dignitaire a été harcelé.

D'un autre côté, le Conseil des Gardiens de la Constitution a filtré les candidatures (c'est-à-dire éliminé les candidats qui déplaisaient au régime), comme lors des autres élections. Les Bassiji se sont vus chargés de « surveiller » le scrutin. Dans le même temps, la manipulation du calendrier électoral et le couplage de cette consultation avec les élections aux conseils locaux (dont celui de Téhéran) étaient un signe supplémentaire de la détermination du groupe du président à parvenir à ses fins. Le fait que les collectivités locales se soient vues dénier le droit de surveiller les élections, au profit du ministère de l'Intérieur, atteste que le camp présidentiel était pleinement déterminé à prendre le contrôle de tous les échelons du pouvoir⁸. Ceci dit, l'issue de cette lutte était incertaine car les outrances de Yazdi et de son camp agaçaient

considérablement une part non négligeable des membres de l'Assemblée des Experts qui y siégeaient jusqu'à cette consultation.

Le fait que ces élections soient au *suffrage universel direct* n'est pas sans conséquence, y compris sur les orientations de politique étrangère du camp présidentiel. En effet, Ahmadinejad et le groupe Pasdarans/Fondations/Bassiji avaient un intérêt essentiel à convaincre les électeurs de voter pour des candidats proches de leur ligne. Cet électorat était majoritairement constitué de populations plutôt modestes et religieuses, qui s'étaient laissées séduire par les messages populistes du nouveau président, espérant ainsi que leur propre situation matérielle (emploi et logement) s'améliorerait, en même temps que seraient chassés les représentants du clergé corrompu et les réformateurs incapables de résoudre les problèmes de la vie quotidienne. Or, ces électeurs constatent maintenant que leur existence de chaque jour ne s'améliore pas, qu'il s'agisse de l'emploi, des conditions de travail ou du coût de la vie : des signes tangibles de mécontentement se font déjà ressentir à travers les rares sondages connus, la répression contre la presse devient féroce (comme le montre la fermeture de plusieurs journaux dont *Sharq*), internet est de plus en plus surveillé et filtré, des manifestations sociales, comme celles des conducteurs de bus ou des travailleurs non payés, sont réprimées brutalement, les opposants réformateurs sont poursuivis et maltraités, et les étudiants sont harcelés par les Bassiji et les forces sécuritaires, voire même exclus des universités.

Les résultats des deux consultations (Assemblée des Experts et Conseils locaux) constituent le premier revers du camp du président Ahmadinejad. Le score flatteur de Rafsandjani, qui a engrangé un nombre spectaculaire de suffrages (plus d'1,5 millions), et la déconvenue de Yazdi, qui n'a décoché que la sixième position, attestent de la dégradation du camp des ultras. Les Conseils locaux enregistrent un

recul identique au profit des conservateurs « pragmatiques » et des réformateurs. Ces derniers effectuent une remontée inattendue et gagnent le contrôle de certaines municipalités provinciales. Les femmes, dans plusieurs villes, connaissent une percée remarquable. À Téhéran, le succès du maire Mohammad Qalibaf et le maigre score de la sœur d'Ahmadinejad sont notables. Bref, il s'agit d'une convergence de votes en faveur des conservateurs dits « modérés », des alliés du Guide et des Bazari d'un côté, et des réformateurs de l'autre. Cela ressemble à un vote-sanction visant directement le président, de la part d'une population à la fois mécontente de son sort (malgré le saupoudrage de subventions et les tournées présidentielles en province) et inquiète des tensions internationales qu'attise Ahmadinejad et des risques qui en découlent. Ces résultats démontrent aussi un agacement des électeurs, lassés des diatribes de leur président contre Israël, Washington et les Occidentaux, et qui préféreraient des emplois aux slogans.

Cette consultation est une étape extrêmement importante : elle marque le premier coup d'arrêt à l'ascension du camp présidentiel, à la fois un signal et un révélateur, et peut-être le début de bouleversements politiques majeurs dans la scène intérieure iranienne et d'inflexions dans sa posture extérieure. L'année 2007 s'ouvre sur un appel d'air, avec la remontée du couple Guide/Rafsandjani, la revanche des conservateurs traditionnels (un peu rapidement qualifiés de pragmatiques) et la réapparition des réformateurs. Celle-ci ne signifie en rien qu'ils seront capables dans un proche avenir de constituer une force d'opposition organisée, unie et dotée d'un programme et de leaders charismatiques. Il reste que les ultras auront symboliquement raté la dernière marche du contrôle absolu du pouvoir. Certes, la posture et la légitimité de Rafsandjani se trouvent renforcées, facilitant ainsi l'élaboration et la négociation des positions iraniennes dans

les grands dossiers. Il bénéficiera sans doute, avec la bénédiction du Guide, d'un peu plus de latitude pour « recadrer » les dérives présidentielles. Depuis le début de l'année 2007, des critiques acerbes contre les options d'Ahmadinejad fleurissent dans des media contrôlés ou soutenus par le Guide, mettant ainsi en cause la radicalisation du dossier nucléaire qui fait peser de lourds périls sur le pays. Toutefois, le groupe Pasdarans/Fondations/Bassiji et le président n'abandonneront pas les terrains où ils sont en position de force, car ils détiennent une partie des leviers qui échappent à leurs concurrents, notamment dans le cadre du nucléaire. La rivalité entre les deux camps accroîtra le retour des « politiques-bis », dans lesquelles les théâtres extérieurs sont le champ des factions rivales, comme on le voit en Irak. La très relative cohérence qui était attendue du camp conservateur après les présidentielles, qui avaient marqué une prise de contrôle des principaux centres de pouvoir, a éclaté avec un retour aux rivalités des factions. Plus que jamais, il n'existe pas un pouvoir iranien mais plusieurs. Le Guide est de plus en plus contraint d'asseoir la posture extérieure iranienne sur un laborieux consensus. La lecture, toujours complexe, des processus de décision sur lesquels la politique étrangère se base continuera de constituer un exercice inconfortable.

Le lien entre politique étrangère et lutte pour le pouvoir est chaque jour plus évident, et ceci à deux égards. En premier lieu, les Occidentaux sont particulièrement impressionnés par deux thèmes du discours du président Ahmadinejad. Ses propos enflammés vouant à la disparition d'Israël de la carte du globe, à l'anéantissement de l'État comme de la population, assortis de négations de l'holocauste (dont le nouveau président se plaît à contester l'ampleur, si ce n'est même l'existence), ont convaincu maints responsables israéliens et néoconservateurs américains que ces menaces sont tout à fait sérieuses et leur

sont directement adressées. Pourtant, ceci n'est pas certain et, pour être plus précis, ces déclarations inquiétantes semblent être destinées non seulement aux Occidentaux et aux Israéliens, qu'il s'agirait d'impressionner, mais aussi à deux autres destinataires : au monde arabe d'abord et plus largement au monde musulman, à l'Oumma. D'où tirons-nous cette impression ? Rappelons qu'Ahmadinejad a pris Israël violemment à partie au sommet de l'Organisation de la conférence islamique de la Mecque en décembre 2005. Riyad voulait profiter de cette rencontre pour délivrer un message de « respectabilité » à un monde musulman hostile aux extrémismes. Or, par ses diatribes, Ahmadinejad a « torpillé » la conférence, dont il éclipsa complètement les objectifs, pour les raisons suivantes : d'abord, le pouvoir iranien est contrarié du fait de l'isolement croissant de la République islamique et plus particulièrement de l'humiliation qu'il a subie alors qu'il assistait, impuissant, à la réussite de l'offensive diplomatique israélienne d'Ariel Sharon, lorsque celui-ci évacua la bande de Gaza et amassa très vite les dividendes de ce retrait. En effet, Israël, à la faveur de cette manœuvre, entreprit la reprise de contacts « commerciaux » avec plusieurs États du Golfe, dont l'Arabie saoudite et le Qatar (avec lequel les relations politiques sont évidentes même si elles ne sont pas officielles). De plus, par l'entremise de la Turquie, à travers l'action décisive du premier ministre turc Erdogan, les dirigeants pakistanais et afghans laissent entendre qu'il serait possible qu'ils établissent des relations avec Israël afin d'élargir quelque peu le paysage des rapports de force. Le régime iranien perçoit cela comme une trahison.

L'Iran mesure alors l'ampleur de son isolement dans le monde non seulement arabe mais musulman. Aussi, lorsque le président iranien fustige Israël à la Mecque, les observateurs ne relèvent pas suffisamment que la condamnation

s'adresse non seulement à « l'ennemi sioniste » mais également « à ceux qui l'aident ». Ce détail est pourtant essentiel. Le discours d'Ahmadinejad marque à la fois une dénégation du leadership saoudien et sunnite sur la communauté des croyants (le vieil antagonisme chi'ite/sunnite, perse/arabe) et une volonté iranienne de confisquer une autre influence : il s'agit de dénier à ben Laden, al-Qa'ida et tous ceux qui se réclament du jihad antioccidental et antisioniste, toute légitimité à conduire ce combat. Cette prétention à choisir le terrain de lutte, comme d'en prendre la tête, est une manifestation du nationalisme exacerbé de Téhéran. Le régime cultive avec force le ressort nationaliste, déjà profondément enraciné dans la population.

Lors de la conférence sur la Shoah, qui a rassemblé à Téhéran en décembre 2006 (juste avant les élections) un groupe de négationnistes contestant la réalité ou l'ampleur de l'holocauste, Ahmadinejad a proclamé qu'Israël était une « tumeur » destinée, comme l'URSS, à disparaître. Une telle déclaration a de nouveau suscité l'émotion de la communauté internationale. Il ne semble pas toutefois qu'elle présente en elle-même des particularités qui la distinguent des précédentes. Plus significatif est le choix du lieu où s'est tenue cette conférence : elle était hébergée par l'*Institute for Political and International Studies* (IPIS, « Institut pour les études politiques et internationales »), think-tank lié au ministère des Affaires étrangères et avec lequel plusieurs homologues étrangers ont annoncé la cessation de tout contact professionnel.

Le discours du président iranien est révélateur d'autres enjeux moins évidents mais représentant une dimension capitale. Au-delà des Occidentaux et d'Israël, au-delà des « traîtres saoudiens » et de ceux qui veulent « parler à l'ennemi », les paroles d'Ahmadinejad s'adressent à un autre public qui importe sans doute plus à ses yeux que les deux autres précités : le président parle à ses *électeurs*, à ce petit

peuple modeste et religieux qui l'a élu, prompt à se laisser persuader par cet homme simple qui lui dit les choses qu'il veut entendre. Or, ce petit peuple pauvre constate que, malgré les promesses du président qui dit s'intéresser aux vrais problèmes quotidiens de la population (le chômage, l'inflation et l'insuffisance des salaires et des logements), son sort ne s'améliore pas : le chômage ne faiblit pas, l'inflation croît et le logement reste problématique.

Profitant du cours élevé du pétrole, le gouvernement a puisé dans les excédents de recettes pétrolières, tirées du Fonds de stabilisation pétrolier, pour se livrer à un saupoudrage de crédits et de mesures ponctuelles, notamment dans les provinces, alors que ce *Forex* est destiné à financer des investissements. Malgré les avertissements des experts économistes, le pompage des recettes excédentaires sert donc à financer les trous du budget et les dépenses supplémentaires. Pire encore, le gouvernement, malgré maints projets discutés au Majlis (Parlement) à chaque session budgétaire, se révèle incapable de décider d'une coupe dans les subventions aux produits de première nécessité. Ces subventions ruineuses pour le budget, effectuées dans le but de peser sur le prix de l'essence, dont le prix au litre est inférieur à celui de l'eau, ont pour conséquence de maintenir la consommation à un niveau dramatiquement élevé et croissant, obérant ainsi gravement les ressources financières du pays. L'Iran s'enrichit en vendant du brut et du gaz, et se ruine en important massivement des produits raffinés. Cette situation est malsaine puisqu'elle rend l'Iran vulnérable à tout mouvement baissier du cours du baril⁹. Lorsqu'en octobre 2006 ce dernier s'est affaissé à proximité de 50 dollars, des économistes ont exprimé leur inquiétude, surtout si cette tendance devait se renforcer. La solution durable serait de construire des raffineries d'urgence, ce qui est effectivement prévu à long terme, mais à

court terme, il faudrait rationner l'essence à la pompe. À cet effet, les spécialistes du Parlement ont présenté un plan de rationnement à deux niveaux, mais une résistance acharnée se manifeste contre ce plan, notamment de la part des « appareils sécuritaires », qui disent craindre une explosion sociale, et bien entendu du camp ultraconservateur, qui ne veut pas perdre ses électeurs. En conséquence, conformément à une recette éprouvée, l'ennemi extérieur sert à dissimuler les difficultés intérieures en jouant, classiquement, le rôle de bouc-émissaire. Ainsi, les raidissements « anti-sionistes et anti-occidentaux », y compris le « droit imprescriptible de maîtriser toute la filière nucléaire » dite civile, ont pour vocation de flatter le nationalisme iranien, tous les citoyens étant invités à faire bloc pour défendre la souveraineté du pays. L'attention est ainsi détournée d'autres enjeux.

Le syndrome de la « forteresse assiégée » est aussi pratique pour justifier les atteintes aux droits de l'Homme : l'emprisonnement et les « aveux » de l'universitaire Ramin Jahanbegloo sont très symptomatiques. Ce dernier est accusé d'être au service des puissances étrangères et de participer à la fomentation d'une « révolution de velours » (changement de régime) à travers les contacts et la collaboration universitaire qu'il entretient. En réalité, il est la malheureuse victime d'enjeux internes iraniens, de rivalités entre factions sécuritaires, mis à part le fait que ces dernières veulent se venger de leur mise en cause dans l'assassinat de la journaliste irano-canadienne Zahra Kazemi ; le fait que Jahanbegloo soit aussi un ressortissant canadien n'est pas anodin dans cette affaire. Bien plus, celui-ci subit aussi la conséquence du plan de « changement en douceur », imaginé par Washington et qui repose sur un développement massif de ces échanges afin de susciter une certaine influence. Ce calcul est avisé mais il sera (trop) vite identifié par le régime comme une menace

contre lui. Cette incarcération et les « aveux » arrachés au détenu comme condition de son élargissement, dans lesquels il déclare réaliser que ses travaux universitaires pourraient être utilisés par des structures gouvernementales hostiles au régime, montrent que ce dernier a compris l'efficacité potentielle de ce plan. En embastillant Jahanbegloo, les dirigeants iraniens ont adressé le message : « n'utilisez pas les universitaires pour tenter d'affaiblir le pouvoir », ce qui atteste de l'efficacité du projet.

Mais ce n'est pas le tout : nombre d'observateurs occidentaux ont été déroutés par les propos du président qui s'est déclaré tour à tour entouré d'un halo mystérieux lors de ses harangues à la sortie de l'Organisation des Nations Unies (ONU) et, plus encore, a appelé de ses vœux le retour du douzième imam, le Mahdi. Ahmadinejad a multiplié les allusions à ce sujet, tandis que l'on apprenait son projet de construire un boulevard grandiose à Téhéran et, une fois élu président, d'allouer 17 millions de dollars à des travaux sur la mosquée de Jamkaran, au sud de Téhéran ; tout ceci étant supposé accélérer le retour du dit douzième imam¹⁰. Certains interprètent ces propos comme l'annonce d'actions quasi-suicidaires. Bernard Lewis par exemple voit une étrange coïncidence entre la date du 22 août 2006, choisie par les dirigeants iraniens pour répondre à l'ultimatum des Occidentaux leur conseillant de cesser toute activité d'enrichissement d'uranium, et une possible initiative apocalyptique, dans l'acception chi'ite du terme. D'autres y perçoivent le reflet du délire d'un dirigeant qu'ils qualifient de dangereux fanatique à la limite de troubles pathologiques. Ces appréciations semblent refléter une erreur complète et grave de diagnostic. Ahmadinejad est tout sauf un exalté, encore moins un homme frappé de quelconque délire. Les analystes qui ont étudié de près le profil présidentiel le considèrent comme un dirigeant doté d'un sens et d'un flair politiques hors du

commun, et d'une capacité tactique à saisir les opportunités et à créer des rapports de force en sa faveur—ce qui n'exclut pas les erreurs stratégiques. Il a usé et abusé d'une rhétorique populiste qui était plutôt efficace sur son électorat. Les dirigeants étrangers notent sa détermination et son sens du calcul froid. S'il n'est assurément pas le seul, ni même le principal, responsable de la politique étrangère de l'Iran, il réussit à capter l'attention par ses prises de position enflammées qui galvanisent les foules populaires du Moyen-Orient jusqu'à mettre dans l'embarras les dirigeants arabes sunnites. Les dirigeants qui ont eu l'occasion de négocier avec lui ont bien compris que leur interlocuteur est tout sauf un illuminé.

Dans ces conditions, quelle signification doit-on attribuer à cette attitude ? En réalité, le discours eschatologique sur le retour escompté du douzième imam s'adresse à un auditoire bien ciblé. Ce sont les électeurs du président, peuple pauvre et religieux, et non les Occidentaux ou les Israéliens, prompts à craindre qu'une apocalypse ne s'abatte sur eux, qui sont les vrais destinataires de ces messages. Les épisodes troublés—tensions internationales, menaces d'interventions américaines ou israéliennes, éventuelles sanctions, etc.—sont présentés à ces personnes pieuses comme étant les prémices d'un « nouvel ordre » et de la venue prochaine du douzième imam. Ainsi sont-elles conditionnées et se sentent-elles un devoir religieux de soutenir le régime « assiégé ». De plus, le réflexe nationaliste, toujours vif en Iran, trouve dans cette vision une légitimité religieuse. L'enjeu ici est de permettre l'émergence, à l'intérieur du pays, d'une seconde révolution religieuse par le biais de nouvelles forces, non cléricales et dont la vocation est de faire directement concurrence à la génération précédente de dignitaires du clergé, considérés comme corrompus et ayant manqué à leur mission. De ce point de vue, le processus politique interne majeur

auquel nous avons assisté en décembre 2006 n'est autre qu'une tentative—avortée—de *coup d'État*, de prise de pouvoir. Ces forces sont de plus en plus en conflit d'intérêt avec le Guide Khamene'i. Barry Rubin, dans son article précité, estime que l'objectif du régime iranien est de fomenter une révolution islamique mondiale. Ce n'est pas évident ; ce qui semble en revanche assuré est que le groupe Pasdarans/Fondations/Bassiji veut s'emparer du pouvoir interne, qu'il était déjà très avancé dans cette voie et que cette visée implique aussi une *réislamisation de la société iranienne*, afin de mieux la contrôler. Cet électorat, détourné des difficultés de la vie de tous les jours malgré les crédits et subventions distribués, les promesses d'augmentation de salaires et les mirages d'actionnariat populaire, représentait le socle sur lequel le camp présidentiel, sous la houlette de son mentor Yazdi, espérait remporter les élections de l'Assemblée des Experts.

Le fait que la politique étrangère iranienne soit le reflet d'enjeux internes, du factionnalisme, et des rivalités en vue du contrôle du pouvoir, n'est pas nouveau. La victoire d'Ahmadinejad aurait dû sceller la disparition de ces dernières au profit d'une politique unifiée, les conservateurs contrôlant les conseils locaux, le Parlement puis la présidence, outre les structures non élues placées sous l'autorité du Guide. Or, ces présidentielles ont révélé un nouveau factionnalisme à l'intérieur même du camp conservateur. Les élections de l'Assemblée des Experts confirment spectaculairement l'existence de ce phénomène.

Les acteurs contribuant à la politique étrangère et traitant des principaux dossiers (le nucléaire, le Liban et Israël, les relations avec l'Europe, les États-Unis, la Russie, la Chine, l'Inde et autres grandes puissances, dont les puissances régionales) sont plus nombreux qu'il n'y paraît. Il s'avère aussi, et surtout, que l'élaboration des positions iraniennes présente des caractères originaux qui en compliquent

l'interprétation. D'une part, le Guide semble être le décideur principal¹¹ ; il est doté à cet effet d'outils d'aide à la décision, comme le fameux bureau du Guide, et de représentants dans la plupart des structures publiques. D'autre part, le président Ahmadinejad occupe une place spécifique qui comporte plusieurs dimensions. Il disposerait lui aussi d'une cellule stratégique, Hassan Abbasi en étant l'un des inspirateurs. Avec les dirigeants pasdarans, Ahmadinejad représente ce nouveau groupe au pouvoir et pèse ainsi sur les décisions de politique étrangère pour conforter également ses propres intérêts. À cet égard, il est capital de noter que l'appareil nucléaire est entre les mains des Pasdarans, qui contrôlent cette filière. Or, le nucléaire, même « civil », *a fortiori* militaire, est un attribut du pouvoir. C'est bien parce qu'il représente ce groupe que le président s'autorise des déclarations qui font oublier que ses prérogatives sont en réalité limitées : le président iranien a, en gros, les attributions d'un premier ministre. Or, il s'exprime et est abusivement considéré comme s'il possédait les véritables capacités de décision sur ces grands dossiers.

Ali Larijani, principal négociateur du dossier nucléaire, fait partie du cercle restreint des principaux responsables. Le Conseil suprême de la sécurité nationale détient également d'importantes prérogatives sur les orientations de la politique extérieure. Cela dit, il est particulièrement intéressant de souligner que le Guide a inclus dans ce cercle restreint Rafsandjani, président du Conseil du Discernement, rival déclaré d'Ahmadinejad et triomphalement élu en décembre à l'Assemblée des Experts. Comme nous l'avons mentionné précédemment, le Guide a renforcé (sans résultat apparent) les pouvoirs du Conseil ; plus significatif encore, le Conseil du Discernement a constitué une sorte de cellule stratégique dans laquelle Rafsandjani a intégré l'ancien négociateur nucléaire, Rohani, ainsi que l'ancien

président Khatami. Ce dernier, très certainement avec l'assentiment de Khamene'i, multiplie les contacts internationaux, auxquels il délivre des « messages » apaisants, comme sa tournée aux États-Unis l'a démontré. Tout aussi notoire est le recrutement de l'ancien ministre iranien des Affaires étrangères, Kamal Kharrazi, à la tête du nouveau Conseil stratégique pour les relations extérieures, créé le 25 juin 2006 par le Guide et rattaché à son bureau. À ses côtés, se trouvent Ali Velayati, prédécesseur de Kharrazi, et Ali Shamkhani, ancien ministre de la Défense. Cette structure, dont on ignore l'influence réelle, semble avoir pour vocation de faire contrepoids au président, tout en conservant un certain contrôle sur ces personnalités. En regard, le ministre des Affaires étrangères Manouchehr Mottaki s'avère être un exécutant plutôt qu'un véritable concepteur.

Que penser de ce curieux dispositif ? Il reflète visiblement la volonté du Guide d'obtenir un consensus sur les principales options de ces grands dossiers. Il s'agit aussi de contrebalancer la tentation du camp présidentiel d'imposer ses vues et ses intérêts. En janvier 2007, à la suite des élections et des critiques adressées à Ahmadinejad sur l'impasse et les tensions suscitées dans la crise nucléaire, avec en toile de fond un raidissement américain perçu de plus en plus menaçant, il est question d'inflexions dans la conduite de ce dossier, auquel Rafsandjani donnerait de nouvelles orientations avec le concours d'anciens négociateurs comme Moussavian. À défaut de réalité concrète, ces échos reflètent au moins un sérieux malaise. Le Guide veut également conserver son propre pouvoir. Ce processus de décision pose de sérieux problèmes pour les analystes et surtout pour les décideurs étrangers. Les grandes options étant le fruit de négociations entre ces acteurs et factions, les décisions nécessitent un long temps de maturation pour arriver à un consensus. Ce caractère

laborieux alimente (à juste titre) l'impression des observateurs selon laquelle les dirigeants iraniens joueraient, de propos délibéré, la carte du temps afin de gagner de précieux avantages, comme la crise nucléaire le démontre. Un autre trait de ce dispositif est l'opacité des circuits de décision, compliqués par les contradictions entre les différents acteurs. Lorsque des officiels iraniens affirment qu'Ahmadinejad n'engage que lui lorsqu'il voue à la disparition d'Israël, comme l'attestent les démentis de Rafsandjani, les responsables occidentaux restent perplexes. C'est alors que la grille de lecture sur les enjeux internes de ce débat aide à en comprendre les méandres.

Les vraies continuités cachées sous le voile idéologique

Le discours islamisant du président Ahmadinejad et les diatribes contre « l'ennemi sioniste » risquent fort d'induire en erreur sur les caractéristiques des orientations iraniennes. Dès la présidence Rafsandjani, et plus encore sous Khatami, les dirigeants iraniens ont compris que *la révolution religieuse interne est un échec*. La population aspire à vivre en bénéficiant de la modernité ; il y a *un rejet de la religion et des religieux*. De même, les rêves de révolution islamique mondiale se sont évanouis. Cela explique la normalisation progressive des relations de Téhéran avec ses voisins du Golfe. À bien des égards, la politique étrangère iranienne présente, paradoxalement, des orientations fondamentales qui reflètent une certaine *continuité* avec celle du Shah¹². L'Iran d'aujourd'hui se considère comme un grand acteur régional incontournable. Comme sous le régime impérial, la République islamique se perçoit comme *un contrepoids face au monde arabo-sunnite du Golfe*. En fait, nous sommes toujours dans un jeu où se rencontrent, coopèrent et s'affrontent *les héritiers des empires russe, ottoman et perse*. « Le grand jeu » autour de la

Caspienne, du Caucase et de l'Asie centrale en est la manifestation emblématique. Les Iraniens n'ont réalisé que tardivement l'intention de Poutine de reconquérir le contrôle des marches de son ancien empire, alors que Téhéran affirme ses « droits historiques », tout en devant faire face aux intérêts turcs et azéris. La possession d'un outil nucléaire civil comme militaire est aux yeux du régime actuel, comme de ses prédécesseurs, à la fois le moyen de parer aux limites de tout armement conventionnel, mais aussi l'attribut d'une puissance régionale importante et nationaliste. À cet égard, indépendamment de son caractère préoccupant pour la communauté internationale, l'option nucléaire militaire iranienne est plutôt banale et ne rompt fondamentalement pas avec le passé impérial. Les ambitions iraniennes en Afghanistan ne paraissent pas plus inédites.

L'IRAN : UNE PUISSANCE DANGEREUSE ?

Une fois établi que l'Iran est une puissance régionale qui entend le rester, voire même développer son influence, il reste à déterminer si cette puissance régionale est dangereuse. Barry Rubin estime—dans son article précité, après avoir abordé le dossier nucléaire et la crise libanaise—que la République islamique poursuit les objectifs suivants : « fomenteur une révolution dans tout État où existe une majorité musulmane, encourager les forces radicales islamistes partout où résident des musulmans, rayer Israël de la carte, chasser l'influence occidentale du Moyen-Orient ».

L'analyse de la crise nucléaire, de celle du Liban et des ambitions réelles de l'Iran en Irak nous permettra d'évaluer ces objectifs et de déterminer si les discours offensifs du président, du Guide et du groupe Pasdarans/Fondations/Bassiji ne dissimulent pas, sous couvert de menaces, une *grande vulnérabilité*.

La crise nucléaire

L'impasse des négociations européennes avec l'Iran est principalement le fruit de *graves erreurs de diagnostic stratégique de la part de l'ensemble des protagonistes* du dossier. L'Iran, à travers la révélation de ses dissimulations quant au développement de son programme nucléaire, successivement éventées par les inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) ou par d'autres sources, en est arrivé à générer des suspicions, initialement auprès de Washington puis auprès des Européens. L'ancien responsable iranien des négociations nucléaires, Hassan Rohani, a d'ailleurs reconnu la part cachée du programme de Téhéran¹³ et s'est trouvé dans l'embarras lorsque la filière pakistanaise a été révélée, ou plutôt rappelée, au cours de l'examen du démantèlement négocié du dispositif nucléaire libyen. Les Européens étaient persuadés qu'ils parviendraient à obtenir de Téhéran l'arrêt définitif de son programme d'enrichissement d'uranium en lui proposant une coopération économique, technologique et politique, comprenant la facilitation de son accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et la livraison de pièces détachées d'avions (Washington a d'ailleurs récemment donné son assentiment à la livraison de pièces pour remettre en état des avions Airbus). L'objectif de l'Union européenne était surtout de parvenir à conclure un grand accord commercial entre l'Europe et la République islamique. Cependant, les Européens ont joint à leurs projets d'accord des volets les vouant à l'échec : droits de l'Homme et lutte contre le terrorisme (donc cessation du soutien au Hezbollah libanais, au Hamas et Jihad islamique palestiniens).

De son côté, Téhéran a longtemps misé sur l'incapacité de l'ONU de décider de sanctions réellement contraignantes contre l'Iran. Convaincus que la paralysie du Conseil de sécurité les mettrait à l'abri

suffisamment longtemps, les dirigeants iraniens ont poursuivi le développement de leur programme nucléaire, passant d'ultimatum en ultimatum, dans le but d'en franchir, sans dommage, les étapes principales : la capacité et surtout la compétence technologiques requises pour passer au stade éventuel de fabrication. Insistant sur le caractère exclusivement civil de ce programme et sur le droit inaliénable de l'Iran à enrichir l'uranium, ce dernier a cependant perdu un atout de taille : la *confiance* de ses interlocuteurs européens. Ceux-ci n'avaient plus guère le choix que de tenter d'obtenir du Conseil de sécurité qu'il prononce des sanctions graduées mais efficaces : isolement diplomatique, restrictions commerciales, gels d'avoirs financiers, blocage d'importations de produits nécessaires comme l'essence, etc. La palette est large, mais pour être efficace, une sanction doit être à la fois forte et surtout respectée. La résolution 1737 votée à l'unanimité le 23 décembre 2006 répondra-t-elle à ces impératifs ?

Les Iraniens ont fini par indisposer également leurs fidèles soutiens russes et chinois. Même si les deux pays veulent éviter que des mesures trop rigoureuses ne pénalisent leurs propres marchés, ils ont accepté de voter des sanctions (certes édulcorées), tout en proclamant qu'elles ne constituent pas une véritable solution au problème. Ce changement d'attitude découle notamment de la situation causée par la Corée du Nord, dont l'essai nucléaire a entraîné le vote d'une résolution du Conseil interdisant la livraison de certains équipements à Pyongyang, mais aussi de l'obstination défiante de Téhéran à poursuivre son programme en l'absence de toute véritable coercition.

En quoi consiste le caractère dangereux de la posture iranienne ?

Contrairement à des idées couramment répandues, la possession de la bombe

atomique par l'Iran ne constitue pas *en soi* une menace mortelle pour l'État hébreu, car toute attaque nucléaire sur Israël déclencherait de sa part, avec ou sans la participation américaine, une riposte qui causerait des ravages fatals à la République islamique. Par conséquent, l'objectif prêté à l'Iran de rayer Israël de la carte semble peu réaliste et les discours du camp présidentiel en ce sens semblent relever surtout d'un exercice rhétorique destiné à la fois à flatter l'électorat d'Ahmadinejad, à gêner Rafsandjani et à concurrencer le leadership saoudien ainsi que celui des islamistes d'al-Qa'ida.

Deux autres dimensions de ce dossier le rendent périlleux. En premier lieu, alors que se profile la fin du mandat de George Bush et que l'Irak continue sa marche vers le chaos, si la communauté internationale ne parvient pas à persuader l'Iran de renoncer à l'enrichissement de l'uranium ou si des sanctions s'avèrent impuissantes à cet égard, le risque existe que la Maison Blanche ne cède à la tentation de créer un choc par une frappe aérienne sur l'Iran, ou n'encourage Israël dans cette voie. Les échos de mise en place d'un dispositif naval renforcé sur zone comportent une ambiguïté volontaire, dont l'objectif est d'exercer une pression psychologique tout en mettant en place des préparatifs à toutes fins utiles. De façon tout à fait parallèle, l'Iran multiplie les exercices, tant à terre que dans le Golfe Persique, ainsi que les annonces télévisées de lancements de nouveaux missiles adaptés à un conflit affectant les détroits d'Ormuz. De même, les dirigeants pasdarans ont déclaré publiquement que la République islamique a adopté une *doctrine stratégique asymétrique*. Chacun sait que les ressources conventionnelles iraniennes sont insuffisantes ; en revanche, les *capacités de nuisance* de Téhéran sont significatives : les monarchies du Golfe sont exposées à des attaques iraniennes visant leurs installations pétrolières et gazières. Les responsables iraniens n'ont pas fait mystère de leur intention d'utiliser

toutes les possibilités d'agitation dont ils disposent en Irak ; au Liban, le Hezbollah serait clairement mis à contribution, comme ce fut le cas lors de la crise libanaise.

D'autre part, il est probable que les Iraniens feraient appel à une mobilisation anti-occidentale et anti-israélienne dans tout le monde arabo-musulman. Le risque ici serait que des islamistes—quelle que soit leur obédience (al-Qa'ida comprise), voire même sans obédience aucune—ne se lancent dans le jihad contre les Occidentaux et contre toute présence israélienne ou juive dans le monde. Des opérations terroristes pourraient être menées aussi bien sur le continent américain qu'en Europe, sans qu'aucune coordination ne soit nécessaire.

Le caractère dangereux de cette situation réside dans le fait qu'elle pourrait survenir en cas d'agression caractérisée (frappe aérienne ou actions navales) de la part de Washington, mais aussi si les sanctions (probablement unilatérales et hors du cadre de la Charte de l'ONU) atteignaient un niveau de sévérité tel que l'Iran se considérerait financièrement acculé, donc attaqué. Par exemple, un blocus naval des importations et exportations aboutissant à l'étranglement de la République islamique serait une façon de « pousser l'Iran à la faute ».

Une deuxième dimension de la dangerosité de la posture nucléaire iranienne doit être rapidement rappelée : la possession d'un outil nucléaire militaire comporte un risque élevé de *prolifération en aval*. Cette filière, sous le contrôle des Pasdarans, a été principalement constituée à travers une *prolifération en amont*, alimentée par les réseaux pakistanais d'Abdul Qader Khan. Rien n'empêcherait les détenteurs de cette filière de proposer une coopération à des « clients » peu scrupuleux ; cette perspective, notamment à l'égard de la Corée du Nord, n'a rien de théorique.

Une autre conséquence du développement nucléaire militaire iranien

serait un coup sévère porté au Traité de non-prolifération (TNP) et la possibilité que plusieurs pays de la région cherchent à se doter d'un programme similaire. Des rumeurs courent déjà régulièrement à ce sujet, sans certitudes pour autant. À titre d'exemple, lors de la conférence du CCG, qui s'est tenue début décembre 2006, le lancement d'une étude de projet de coopération nucléaire entre ses membres a été annoncé, à des fins pacifiques. Plusieurs pays arabes ont déjà entrepris un programme nucléaire civil. L'Égypte, par exemple, a annoncé le développement de ses recherches. L'AIEA a été invitée à des consultations sur ces projets. Au-delà des objectifs réels de ces projets, ne constituent-ils pas aussi une « réponse » aux ambitions iraniennes, qui inquiètent les États du Golfe ? En effet, le Koweït a appelé à un renforcement de la coopération stratégique avec l'OTAN ; et le fait que l'Inde et le Pakistan (pays non signataires du TNP) aient déjà réalisé des essais nucléaires ne contribue pas à stabiliser cette situation. En laissant entendre, possiblement en réponse aux propos du président iranien sur la disparition souhaitée d'Israël, que l'État hébreu disposerait d'un arsenal nucléaire, le premier ministre israélien Ehoud Olmert a suscité une vive émotion tant dans son pays que dans le monde arabe, à tel point que les membres du CCG ont demandé à Washington et à la communauté internationale de sanctionner Israël pour ce programme. Cet « aveu » d'un pays non membre du TNP ne pourrait-il pas, à l'inverse, ouvrir la voie aux négociations sur la dénucléarisation de la zone ?

Cela dit, les scénarios apocalyptiques ne sont jamais certains et des projections intermédiaires existent. Par exemple, l'Iran, qui a signé mais non ratifié le Protocole additionnel, a déjà menacé (puis promptement démenti) de se retirer purement et simplement du Traité, ne permettant ainsi plus à l'AIEA d'avoir accès aux installations qu'elle veut inspecter. En refusant en janvier 2007 un

accès à 38 inspecteurs de l'Agence, la République islamique a envoyé un (petit) signal. Le Majlis avait voté précédemment un texte (non contraignant pour l'exécutif) demandant à ce dernier de suspendre toute coopération avec l'AIEA. Cependant, la résolution 1696 du Conseil de sécurité en date du 31 juillet 2006—invitant la République islamique à suspendre ses activités d'enrichissement et de traitement, et à respecter ses engagements—donne une base juridique aux Nations Unies pour prononcer des sanctions au titre du chapitre VII, la Charte de l'ONU ayant une valeur supérieure dans la hiérarchie des normes du droit international à celle des dispositions du TNP et de l'AIEA. Le texte de décembre 2006 a également été fondé sur cette même base juridique (chapitre VII, article 41).

À travers les défis qu'ils posent aux Occidentaux, les dirigeants iraniens tentent assurément de convaincre leurs voisins, et plus généralement le monde islamisé, que l'Iran est le seul et unique défenseur de ce dernier. De la sorte, cette puissance régionale est persuadée de sa force. En revanche, rien de précis ni de prouvé ne permet de soutenir que l'Iran a pour objectif de relancer une révolution islamique mondiale ou de renforcer les islamistes dans l'ensemble du monde musulman. La République islamique n'en a ni les moyens financiers ou humains ni la capacité opérationnelle, et elle n'en a très probablement pas l'ambition. Certes, des signes de coopération ou de tentative d'influence des services parallèles iraniens, ou par procuration du Hezbollah libanais, sont détectés même loin de l'Iran, comme en Afrique subsaharienne, en Amérique Latine et en Asie du Sud-Est, mais ces interférences comportent une dimension économique non négligeable, destinée à financer des actions clandestines. De plus, les islamistes promoteurs d'une révolution religieuse sont plus souvent sunnites que chi'ites et, dans bien des cas, haineusement hostiles à ces derniers.

Irak et Liban : « fronts iraniens » ou terrains d'existence ?

Une illusion particulièrement répandue semble peser sur l'évaluation des ambitions iraniennes en Irak : la République islamique est souvent considérée par Washington (et même parfois en Irak) comme étant à l'origine de tentatives de déstabilisation dans ce pays, par le biais d'interférences des services sécuritaires, des Pasdarans et autres agitateurs. En offrant son soutien à diverses milices chi'ites (au-delà des groupes qui lui sont alliés)—voire même en leur fournissant des explosifs, y compris à des insurgés sunnites—contre les troupes de la coalition, Téhéran porterait ainsi une part de responsabilité dans le chaos actuel. Si des symptômes d'interférences « parallèles » iraniennes, dont l'ampleur est d'ailleurs discutée¹⁴, sont effectivement détectés, prétendre que l'Iran vise à créer le chaos relève d'un *contresens stratégique majeur*. Au fait que la République islamique entend développer une large clientèle d'obligés chi'ites et au-delà, s'ajoute le jeu singulier de l'ensemble constitué par les Pasdarans et les activistes sécuritaires qui mènent leurs propres « politiques-bis », non pas à l'insu du régime mais de façon sans doute moins coordonnée qu'il n'y paraît. Les dirigeants iraniens aimeraient certainement que les forces américaines et les troupes alliées se retirent d'Irak, mais Téhéran souhaite également avoir à ses portes un Irak stable¹⁵. Un État fort en Irak consacrerait le pouvoir d'une majorité chi'ite ; et l'Iran, délivré (par les Américains) d'un dangereux voisin, ne semble avoir aucune raison de vouloir se priver d'un tel partenaire.

D'autre part, diaboliser l'Iran sur le thème du terrorisme en Irak amène à sous-estimer dangereusement une dimension essentielle des ambitions de puissance régionale de Téhéran. C'est en effet ne pas reconnaître la *spectaculaire présence économique iranienne* en Irak ; les envoyés

ou représentants d'entreprises iraniennes (potentiellement liées aux Pasdarans) sont présents et actifs pratiquement dans tout le pays. Par exemple, un groupe iranien de travaux publics a ouvert le chantier de construction d'un aéroport à Najaf officiellement pour acheminer des pèlerins, mais sûrement également pour dynamiser les opérations commerciales. Les deux pays ont signé d'importants accords dans des secteurs aussi divers que l'automobile, la construction, les communications et le tourisme, dont, entre autres, un accord sur la fourniture massive de ciment ou encore le projet de construction d'un oléoduc pour évacuer du brut irakien vers des raffineries iraniennes. L'Irak est un marché sur lequel la République islamique nourrit de vastes et très concrètes ambitions. Téhéran étant devenu une puissance régionale incontournable pour stabiliser l'Irak, il dispose de moyens de pression sur Washington. Comme le note justement Hosham Dawod¹⁶, Téhéran pourrait être tenté de monnayer ceci contre la possession ou la capacité de fabriquer une bombe nucléaire ou, du moins, contre une sortie de crise. Paradoxalement, les dirigeants iraniens avaient communiqué aux Américains à plusieurs reprises dans le passé leur désir (intéressé) d'un retour à l'ordre en Irak et leur disposition à y concourir. La posture défiante de la présidence d'Ahmadinejad conjuguée à un refus obstiné des néoconservateurs de Washington n'ont pas permis d'aller plus loin dans ces conversations ; mais les contacts discrets ne sont pas rompus.

Ainsi, plusieurs signaux témoignent d'une prise de conscience du rôle incontournable de l'Iran dans un processus de stabilisation de l'Irak. Un document important, rédigé sous la direction de James Baker et Lee Hamilton, pose un diagnostic lucide sur la situation irakienne et invite à impliquer l'Iran dans une démarche destinée à consolider l'État irakien¹⁷. Ce rapport a été immédiatement accompagné de réflexions d'experts qui concluent dans le même sens : l'Iran est un

acteur incontournable qui doit être impliqué dans ce processus et qui n'a pas vocation à entretenir le chaos existant¹⁸. Ali Larijani a, pour sa part, déclaré que l'Iran était disposé à aider Washington en Irak à condition que les États-Unis changent de politique, c'est à dire qu'ils quittent le pays. Ainsi présentée, cette offre n'a guère de chances d'être acceptée, car elle revient à obliger les États-Unis à capituler. C'est en outre une façon pour l'Iran de signifier qu'il est en position de force sur ce terrain et que ceci fait partie d'une négociation plus globale, dont le nucléaire fait assurément partie. Toutefois, ce signal doit être aussi décodé comme une invitation à un dialogue réaliste.

Un contresens analogue a conduit les monarchies sunnites à agiter le spectre d'un *arc chi'ite* sous le leadership de Téhéran. Cet arc constituerait une dangereuse menace d'hégémonie et de constitution d'un bloc susceptible de saper l'ordre saoudien et jordanien, et d'y semer l'agitation parmi les minorités non sunnites, afin de prendre le contrôle du Golfe. Les religieux iraniens tenteraient par là d'exporter le modèle du *velayat-e faqih*. Ce fantasme n'a pas résisté longtemps à l'analyse. Les chi'ites iraniens ne sont en rien monolithiques¹⁹ et sont plus que jamais divisés (à la grande contrariété de Téhéran). Même si les échanges entre les centres de Najaf, Kerbala et Qom sont constants, la plupart des chi'ites irakiens ne reconnaissent pas l'autorité des séminaires iraniens. L'ayatollah al-Sistani (d'origine iranienne) qui, jusqu'à son récent retrait, exerçait une autorité morale sur la communauté n'entendait pas instaurer le *velayat-e faqih*, mais cela ne l'empêchait pas de prôner une islamisation de la société. Les chi'ites irakiens sont éclatés en factions rivales tout en étant nationalistes, ce qui exclut tout « arc » ou « croissant chi'ite ». La crise politique de décembre 2006, au cours de laquelle Moqtada al-Sadr s'est retiré du gouvernement (pour protester contre la rencontre en novembre du premier ministre

irakien Nouri al-Maliki) puis finit par accepter d'y revenir au nom de « l'unité chi'ite », suite à une médiation de l'ayatollah Sistani, montre à quel point les groupes chi'ites sont morcelés en factions opposées. Aux rivalités idéologiques s'ajoutent des concurrences maffieuses : Sadr, dont les effectifs ont connu de lourdes pertes lors de violents affrontements avec les troupes américaines en début 2007, ne contrôle pas vraiment toute sa milice infiltrée de délinquants. Le SCIRI (*Supreme Council of Islamic Revolution in Iraq* ou « Conseil suprême de la Révolution islamique en Irak ») songeait à constituer une coalition avec l'Alliance kurde et le Parti islamique irakien, de tendance sunnite, en vue d'exclure Sadr.

La crise libanaise, marquée par l'offensive puis le retrait israélien, est aux yeux de bien des observateurs un tournant dans les rapports de force régionaux. Tout ou presque a été écrit sur les succès tactiques inattendus du Hezbollah libanais et sur le prestige politique considérable que ce dernier et surtout son chef, cheikh Hassan Nasrallah, ont acquis, tant au Liban que dans l'ensemble du monde arabe. La « rue arabe » plébiscite le secrétaire général du Hezbollah, au grand dam des monarchies du Golfe, dont les dirigeants, généralement hostiles aux initiatives de l'organisation chi'ite, sont contraints d'applaudir timidement à son succès avant d'afficher leur inquiétude de voir se répandre une contagion dans les minorités chi'ites et le fameux « arc chi'ite », ignorant l'arabité fondamentale des populations et les crises sociales et de représentation politique en cours. La très forte implication de l'Iran dans les activités du Hezbollah libanais (financement considérable, fournitures de matériels et instructeurs, entraînements en Iran, etc.) a rapidement fait croire que la formation chi'ite n'est qu'une simple courroie de transmission au service des intérêts iraniens, un mode d'exercice de la puissance iranienne et donc, à ce titre, une

menace existentielle pour Israël. La présence de responsables iraniens au sein même des instances dirigeantes du Hezbollah, la concertation permanente avec les diplomates de Téhéran et l'affichage spectaculaire en Iran d'une solidarité active avec le Hezbollah, renforcent cette impression, d'autant plus confortée par le renforcement des mécanismes de coopération militaire entre responsables pasdarans et le Hamas palestinien.

En rester à ces impressions nous ferait passer à côté d'une *analyse stratégique* des rapports de force et des objectifs de ces acteurs. En premier lieu, les convergences d'objectifs et l'étroite coordination entre le Hezbollah libanais et les représentants de Téhéran ne démontrent pas pour autant que les dirigeants du Hezbollah ne sont que des *exécutants* d'ordres venus d'Iran²⁰. Au contraire, malgré les convergences évoquées, l'organisation libanaise ne semble privée ni de son *autonomie de décision* ni de la maîtrise de son *calendrier*. Par ailleurs, comme ce fut démontré à plusieurs reprises, la convergence entre les deux acteurs n'exclut pas qu'ils aient des objectifs politiques différents. Le Hezbollah, dont l'alibi de posture militaire se base sur ses demandes du retrait israélien des fermes de Chebaa, sait bien qu'en cas d'accord sur ce contentieux il sera condamné à une reconversion politique²¹. Les fortes pressions du Hezbollah (manifestations de masse et appels à la démission du gouvernement Siniora depuis décembre 2006) et de ses alliés (le chrétien Michel Aoun a déclaré son appui au Hezbollah, estimant que ce dernier ne veut pas installer un régime islamique totalitaire à la solde de la Syrie et de l'Iran) ont toutes les apparences de tentatives de « coup de force » pour prendre le pouvoir et servir les intérêts iraniens, comme la grève générale du mardi 23 janvier 2007, au cours de laquelle la tension est montée au point d'arriver au bord de la guerre civile, le démontra.

Si tout renforcement du Hezbollah est très largement soutenu par l'Iran, ces manœuvres doivent cependant être comprises au regard du fort complexe échiquier interne libanais : alors que le Hezbollah veut s'y positionner dans le cadre d'une future recomposition politique, la perspective d'un leadership chi'ite inquiète beaucoup les pays arabes sunnites, qui ont apporté leur concours aux sunnites et au premier ministre libanais. L'Arabie saoudite a non seulement promis des dons financiers dans le cadre de la Conférence des donateurs Paris 3, le 25 janvier 2007, mais elle a aussi eu des entretiens avec Ali Larijani à Téhéran pour tenter de trouver une issue à la crise ; des échanges de vues ont également eu lieu à Riyad avec le Hezbollah. Encouragée à multiplier les démarches par son secrétaire général Amr Moussa, la Ligue arabe a entrepris une médiation en vue de faciliter la formation d'un gouvernement d'union nationale et de traiter de la question du tribunal « international » chargé de juger les coupables de l'assassinat de Rafic Hariri. Notons par ailleurs les actions de financement du Qatar pour l'assistance humanitaire aux victimes libanaises, afin de ne pas laisser au Hezbollah le « monopole » de cette assistance et l'influence qui en découle. L'Arabie saoudite joue un rôle pivot car dans son dialogue avec les iraniens, lors de plusieurs rencontres au cours desquelles ceux-ci protestent de leurs intentions pacifiques et stabilisantes, Riyad fait aussi « passer des messages » clairs à Téhéran sur d'autres thèmes : invitation ferme à négocier avec les Américains sur le nucléaire, abstention de toute posture menaçante pour les pays du Golfe et retenue dans l'assistance au Hezbollah et dans les ingérences en Irak. En échange, les Iraniens essaient de recueillir un appui de Riyad pour dissuader Washington d'entreprendre une action militaire. À cet effet, les dirigeants du royaume ont rappelé leur hostilité aux implications des puissances occidentales dans ces dossiers, qui doivent être réglés à

l'échelon régional. Pour conclure sur l'issue de l'impasse libanaise, celle-ci passe-t-elle par un nouvel accord de Taïef ?

Il n'est donc pas certain que la « main de Téhéran » soit l'unique moteur du processus libanais ni que cette situation demeure durablement à son avantage. Si, en outre, la Syrie se voyait complètement affaiblie ou contrainte de mettre un terme au différend avec Israël sur le Golan, des perspectives nouvelles s'ouvriraient. Des observateurs ont noté avec intérêt la déclaration dans des médias américains du ministre syrien des Affaires étrangères, qui laissa entendre que Damas était disposé à ouvrir des négociations avec Israël sans conditions²². Les mêmes sources constatent, d'une part, la tournée de visites du président syrien al-Assad au Yémen et dans les Émirats, ainsi que sa rencontre avec le président Poutine à Moscou, et, à l'inverse, le fait qu'il ait décliné une invitation à Téhéran. Sans tirer de conclusions hâtives sur un éventuel relâchement des liens Syrie-Iran, il est permis de se demander si le président syrien n'est pas en train de réexaminer ses différentes options. Même si des rumeurs circulent quant à un possible affrontement armé avec Israël, si les négociations (sur le Golan) aboutissaient, des éléments artificiels de tension perdraient leur raison d'être ; et si Israël parvenait à rétablir un processus de négociations avec le gouvernement palestinien, les conséquences pour la région seraient considérables : les limites de la puissance attribuée à l'Iran dans cette zone se trouveraient mises en évidence.

En effet, la crise libanaise a créé une illusion dont Téhéran a largement profité. Cette illusion est dangereuse car elle conforte l'axe Iran-Syrie et peut pousser les deux alliés à prendre des initiatives aventureuses. Contrairement aux apparences, *l'Iran ne détient pas de clé significative sur le dossier israélo-palestinien* mais tout au plus des *capacités de nuisance* (certes plus importantes

qu'auparavant) via le Hezbollah et l'appui accordé au Hamas et au Jihad islamique. Les projets des Pasdarans de renforcer l'appui militaire (entraînement et matériel) au Hamas ne sont autres qu'une volonté d'engranger les bénéfiques tactiques de la crise libanaise. En réalité, l'Iran ne maîtrise pas ce dossier, comme en témoignent les oscillations entre déni d'Israël et acceptation forcée (si les Palestiniens le demandent) d'une solution à deux États. L'affichage visible d'appuis financiers et militaires au Hamas²³ ne doit pas faire illusion. L'Iran est une puissance moyenne qui ne s'est jamais vraiment remise de la disparition de l'URSS, avec qui la République islamique partageait des objectifs stratégiques. L'option projetée de Téhéran pourrait être de créer une capacité de nuisance pour Israël telle qu'elle puisse constituer un élément de dissuasion sur le terrain nucléaire. Mais n'est-ce pas attirer le péril ? Si les éléments de conflictualité que nous venons de citer trouvaient le chemin de l'apaisement, les limites du poids de l'Iran sur ce théâtre seraient plus perceptibles.

CONCLUSION

Au terme des réflexions qui précèdent, une vision plus nuancée de la puissance iranienne se dégage. Un autre exemple aurait pu être l'échec de la stratégie asiatique iranienne au cours de la crise nucléaire : l'Inde, partenaire « stratégique », a voté contre l'Iran, qui fut pris au dépourvu²⁴, et la Chine ne s'est pas opposée à la condamnation de l'Iran. À l'approche de l'examen du cas iranien par le Conseil de sécurité, Téhéran a déployé sa diplomatie pour tenter des stratégies de revers avec ses partenaires européens, russes et chinois. Les projets de consortiums européens pesaient dans les choix difficiles des diplomates occidentaux. De même, malgré les annonces de solidarité tiers-mondistes, il ne faut pas nourrir d'illusions excessives sur l'axe latino-américain que Téhéran

tente de constituer à l'occasion de la tournée d'Ahmadinejad en janvier 2007 au Venezuela, au Nicaragua et en Équateur : le contentieux argentin reste présent et les proclamations iraniennes suscitent plutôt de la perplexité et des critiques.

La puissance iranienne à l'échelle régionale est une donnée géopolitique qu'il faut constater. Mais est-elle *par nature* source de péril ? La communauté internationale n'est pas dépourvue de cartes pour tenter d'en limiter la dangerosité. L'extinction des différends précités avec le Liban et la Syrie, et la reprise des négociations avec les palestiniens devraient être des priorités absolues. Dans la crise nucléaire, Washington détient les clés décisives : une garantie de « non agression »²⁵ et une levée des sanctions économiques (loi d'Amato) peuvent constituer le prélude à un « grand *bargain* » (« marché »). L'alternative, à savoir faire fléchir l'Iran par la pression jusqu'à l'effondrement du régime, est une option dont la validité est chargée d'incertitudes. La persistance de l'impasse peut entraîner une dérive et une perte de contrôle de cette crise. La situation chaotique de l'Irak devrait inciter à la retenue.

Cela dit, une part non négligeable de l'avenir dépend de l'évolution du dossier nucléaire. En votant le 23 décembre 2006 à l'unanimité la résolution 1737²⁶, prononçant des sanctions contre l'Iran, le Conseil de sécurité des Nations Unies a voulu lui adresser un avertissement. Mais ce texte, considérablement adouci après plusieurs semaines de négociations entre Occidentaux, Russes et Chinois, se borne à des mesures limitées : interdiction de fournir à l'Iran certains matériels et technologies susceptibles de contribuer à l'arsenal nucléaire de Téhéran, gel d'avoirs de certaines entreprises iraniennes ou d'individus relevant de ce secteur, selon une liste fixée en annexe, et limitation et vigilance sur les déplacements d'Iraniens liés de près ou de loin aux « secteurs sensibles ». En cas de refus de l'Iran de

cesser l'enrichissement de l'uranium et tout développement de réacteurs à eau lourde, des sanctions non militaires plus sévères pourraient être prononcées au titre de l'article 41 de la Charte. L'AIEA a été invitée à présenter un rapport sur l'attitude iranienne dans un délai de 60 jours.

De cette étape, l'Iran ne sortit apparemment guère ébranlé (du moins le croit-il), si ce n'est que Pékin et Moscou ont voté ce texte, ce qui reflète à la fois une mauvaise humeur des alliés traditionnels de l'Iran mais aussi leur ferme volonté de préserver leurs intérêts économiques et commerciaux, et de ne pas vouloir donner l'impression de consentir aux diktats de Washington. C'est davantage le fait que le vote ait été acquis à l'unanimité qui humilie l'Iran. La réaction de Téhéran a été sans surprise : aux protestations d'usage a succédé l'annonce, dès le lendemain, d'un programme d'installation de 3 000 centrifugeuses à Natanz et de la saisine d'urgence du Majlis pour un projet de texte révisant les relations de la République islamique avec l'AIEA. L'exécutif iranien réfléchit évidemment à la posture qu'il va devoir adopter, qui devra faire l'objet d'un consensus politique interne. Avant même l'adoption de cette résolution, l'Iran avait déclaré son intention de renoncer au dollar au profit de l'euro dans ses transactions commerciales. Cette mesure est perçue comme une riposte aux pressions américaines sur différents établissements financiers enjoins de cesser toute relation avec l'Iran ; mais elle pourrait tout autant refléter une gestion « prudentielle » des devises liée à la montée du cours de l'euro face au dollar. D'autres pays ont d'ailleurs révisé la composition de leurs réserves à cet égard ; il ne faut donc pas exagérer la portée de cette annonce, sachant que le pétrole reste coté en dollars.

Cependant, les dernières semaines ont fait naître une prise de conscience de la fragilité économique de l'Iran. D'une part, la situation économique du pays est fragilisée par une conjonction de facteurs :

la politique chaotique du président, l'inflation qui a repris une ascension préoccupante, le chômage croissant, les pouvoirs publics qui n'ont pas résolu les défis prioritaires (comme l'a vigoureusement dénoncé un groupe de parlementaires du Majlis), la limitation des importations de produits pétroliers raffinés, et le contrôle de la consommation d'essence et des subventions. Les ponctions dans les recettes pétrolières assèchent les réserves en devises ; en sus, les pressions du Trésor américain sur plusieurs établissements financiers occidentaux²⁷ (les noms UBS, Crédit Suisse et ABN Amro sont cités mais prudence est de mise sur ce point) ont conduit à l'annulation de financement de projets. Le Japon a été conduit à réviser sa position sur divers accords. D'autre part, en vertu de la résolution du Conseil de sécurité, la banque iranienne Sepah a reçu l'interdiction d'effectuer des transactions avec les Occidentaux car elle serait impliquée dans le financement de l'outil nucléaire militaire de Téhéran. Il s'avère donc que l'étau financier commence à susciter de fortes inquiétudes chez les Iraniens, qui commencent à se demander si les investissements si nécessaires ne seraient pas mis en péril. Par ailleurs, la raréfaction à terme inconnu des réserves d'hydrocarbures²⁸, qui impose à l'Iran non seulement de développer d'urgence son outil de production et de raffinage mais aussi de faire croître la production d'électricité nucléaire, fait peser une lourde hypothèque sur le pays.

Au total, les États-Unis pèsent sur l'Iran sur plusieurs fronts : aux plans économique et financier s'ajoute une série de signaux forts. Le raid conduit par des forces spéciales américaines le 11 janvier 2007 à Arbil, dans le Kurdistan irakien, contre un local de statut indéterminé (il n'est pas officiellement déclaré être un consulat), constitue un vigoureux avertissement et un précédent ; le local abritait des membres du personnel iranien, qui, accusés d'être des agents des services

spéciaux fomentant des projets subversifs, furent arrêtés. Si l'on en croit le discours de George Bush sur l'Irak, il semblerait que la Maison Blanche se détourne du plan Baker-Hamilton et veuille s'attaquer aux « ingérences iraniennes », ceci tout en augmentant le dispositif naval dans le Golfe Persique et tandis que courent aux États-Unis comme en Israël maintes rumeurs sur le caractère inévitable d'un conflit armé si la voie diplomatique échouait. S'agit-il d'une préférence donnée à la carte militaire en poussant l'Iran « à la faute », ou de la volonté de rendre crédibles ces pressions afin d'aboutir à une solution négociée ? Il n'existe pas de réponse à cette question, la vérité empruntant sans doute à ces diverses hypothèses.

Enfin, l'Iran rêve-t-il d'éliminer l'influence occidentale au Moyen-Orient ? Ce n'est pas certain ; Téhéran souhaite probablement un rééquilibrage des forces en sa faveur, mais le président et ses alliés n'ont pas compris que la population iranienne elle-même est attirée par l'Occident. L'obstacle n'est peut-être pas là où les conservateurs iraniens l'imaginent, mais à l'intérieur même de la société iranienne.

**Michel Makinsky est chargé d'enseignement sur l'Iran à l'École supérieure de commerce et de management de Poitiers, et conseiller scientifique à l'université de Liège.*

NOTES

¹ « Iran: The Rise of a Regional Power » [« L'Iran : montée d'une puissance régionale »], *Journal MERIA*, vol. 10, no. 3, septembre 2006, <http://meria.idc.ac.il/journal/2006/issue3/jv10no3a10.html>.

² Selon un rapport du *Saudi National Security Assessment Project* (« Projet d'évaluation de la sécurité nationale

saoudienne »), les services armés iraniens fournissent du matériel et de l'entraînement aux milices chi'ites, tandis que diverses organisations caritatives financent écoles et hôpitaux. Voir, Sharon Behn, *The Washington Times*, 18 décembre 2006. Ce rapport présente des constatations pour l'essentiel exactes mais pas inédites ; il doit cependant être considéré avec circonspection car il s'agit principalement du support d'un « message » saoudien laissant planer la perspective d'un engagement de Riyad aux côtés des sunnites irakiens, notamment au cas où Washington se retirerait de l'Irak. Voir aussi, Helene Cooper, « Saudis Give a Grim 'What if' Should U.S. Opt to Leave Iraq » [« Les Saoudiens conçoivent un 'Et si' morose si les États-Unis décident de sortir d'Irak »], *The New York Times*, 13 décembre 2006.

³ Pour une présentation des positions iraniennes classiques sur ce dossier, voir, Pirouz Mojtahed-Zadeh, « International Seminar on the UAE and the Iranian Islands of Tunbs and Abu Musa » [« Séminaire international sur les Émirats Arabes Unis et les îles iraniennes de Tomb et Abou Moussa »], *Payvand's Iran News*, 31 mai 2006, <http://www.payvand.com/news/06/jun/1108.html>.

⁴ Emile El-Hokayem et Matteo Legrenzi, « The Arab Gulf States in the Shadow of the Iranian Nuclear Challenge » [« Les États arabes du Golfe dans l'ombre du défi nucléaire iranien »], Working Paper, The Henry L. Stimson Center, 26 mai 2006 ; voir aussi, Mustafa Alani, « Gulf Cooperation Council States Probable Attitude Towards a Military Action Against Iran » [« Le Conseil de coopération du Golfe décrit l'attitude probable face à une action militaire en Iran »], Gulf Research Center, Policy Paper, 2004.

⁵ Michel Makinsky, « L'Iran, un pouvoir paralysé », *Cahiers d'Études de la Méditerranée Orientale et du Monde*

Turco-Iranien (CEMOTI), no. 32, 2002 ; voir aussi, Michel Makinsky, « L'Iran entre brouillard et tempêtes », *CEMOTI*, no. 37, 2004.

⁶ Michel Makinsky, « La nouvelle présidence iranienne : un jeu à multiples inconnues », *Politique étrangère*, no. 3, automne 2005.

⁷ Husseyn Hayder Qazvini, « L'inspirateur caché d'Ahmadinejad », *Le Monde*, 22 septembre 2006 ; voir aussi, Bill Samii, « Iran : Battles Begin as Assembly Candidates Await Vetting » [« Iran : Les luttes commencent alors que les candidats de l'Assemblée attendent leur examen »], *RFE/RL*, 12 octobre 2006, <http://www.rferl.org/featuresarticle/2006/10/b8b16be1-2bb1-4255-9a51-6a6b9709c2bc.html>.

⁸ Ayeleth Savyon, « Power Struggle in Iran - Part II: Election for the Assembly of Experts » [« Rapports de force en Iran - deuxième partie : élection de l'Assemblée des Experts »], MEMRI, *Inquiry and Analysis Series*, no. 278, 1er juin 2006 ; voir aussi, Bill Samii, « Iran: No letup in Election Controversy » [« Iran : pas de pause dans la controverse des élections »], *RFE/RL News Analysis*, 29 août 2006 ; Faraj Sarkouni, « The Election of the Assembly of Experts » [« L'Élection de l'Assemblée des Experts »], *Gozaar*, no. 1, septembre 2006, http://www.gozaar.org/template1_en.php?id=228.

⁹ Delphine Minoui, « La baisse des cours du pétrole fragilise l'Iran », *Le Figaro*, 11 octobre 2006. 150 parlementaires ont fustigé la politique économique du président : voir Robert Tait, « President's future in doubt as MPs rebel and economic crisis grows » [« Futur du président compromis : des membres du Parlement se rebellent et la crise économique s'aggrave »], *The Guardian*, 16 janvier 2007. Voir aussi, Abbas Bakhtiar, « Ahmadinejad's Achilles Heel: Teh Iranian Economy » [« Le Talon d'Achilles d'Ahmadinejad : l'économie

iranienne », 25 janvier 2007, http://www.payvand.com/news/07/jan/129_5.html ; et Vahid Sepehri, « Iran: Foes Challenge President's Economic Rhetoric » [« Iran : des ennemis questionnent la rhétorique économique du président »], *RFE/RL*, 22 janvier 2007.

¹⁰ Hossein Bastani, « Ahmadinejad in Touch with the 12th Imam » [« Ahmadinejad en contact avec le douzième imam »], *Roouz Online*, 11 décembre 2005,

<http://r0ozone.com/english/012416.shtml> ; Golnaz Esfandiari, « Iran's President Says Light Surrounds Him During UN Speech » [« Le Président iranien dit qu'une lumière l'entourait pendant son discours à l'ONU »], *RFE/RL*, 29 novembre 2005, <http://www.rferl.org/featuresarticle/2005/1/184cb9fb-887c-4696-8f54-0799df747a4a.html> ; Mouna Naïm, « M. Ahmanidejad attend le retour du Mahdi », *Le Monde*, 1^{er} décembre 2006 ; Iqbal Latif, « 'Mahdaviat', Iran President's '12th Imam' Fascination » [« 'Mahdaviat' : la fascination du président iranien pour le douzième imam »], *Persian Journal*, 2 septembre 2006.

¹¹ Sur les structures de décision de la politique étrangère iranienne, voir, Amir Ali Nourbakhsh, « Iran's Foreign Policy & its Key Decision Makers » [« La politique étrangère de l'Iran et ses décisionnaires clés »], *The Tharwa Project*, 18 avril 2005 ; Bill Samii, « Iran: President Still in Charge of Nuclear Program, Despite Speculation To The Contrary » [« Iran : le président est toujours chargé du programme nucléaire malgré des spéculations disant le contraire »], *RFE/RL*, 1^{er} novembre 2005,

<http://www.rferl.org/featuresarticle/2005/1/1c3b2168c-ae56-4e01-b919-eb803ab472f6.html> ; Abbas William Samii, « The Iranian Nuclear Issue and Informal Networks » [« La Question du nucléaire iranien et les réseaux informels »], *Naval War College Review*, vol. 59, no. 1, 20 mars 2006 ; Gareth

Smith, « Khamenei Appoints Body to Oversee Iran's Foreign Policy » [« Khamene'i désigne un organisme pour superviser la politique étrangère de l'Iran »], *Financial Times*, 27 juin 2006 ; Ayelet Savyon, « Power Struggle in Iran - Part III: Iran Establishes Foreign Relations Steering Council » [« Rapports de force en Iran - troisième partie : l'Iran crée le Conseil d'orientation pour les relations étrangères »], *MEMRI Inquiry and Analysis Series*, no. 283 ; Bill Samii, « Iran: New Foreign Policy Council Could Curtail Ahmadinejad's Power » [« Iran : le nouveau Conseil pour la politique étrangère pourrait restreindre le pouvoir d'Ahmadinejad »], *RFE/RL*, 29 juin 2006, <http://www.rferl.org/featuresarticle/2006/0/ae0c686d-4809-4f2d-938e-8838f0ff6714.html>.

¹² Fariba Adelkhah, Jean-François Bayart et Olivier Roy, *Thermidor en Iran*, Complexe, Paris, 1993, p. 91.

¹³ Texte du discours au Conseil de la révolution culturelle suprême, par le secrétaire du Conseil suprême pour la sécurité nationale, Hassan Rohani : « Beyond the Challenges Facing Iran and the AIEA Concerning the Nuclear Dossier » [« Au-delà des défis auxquels l'Iran et l'AIEA doivent faire face quant au dossier nucléaire »], Rahbord, 25 septembre 2005, pp. 7-38, FBIS-IAP20060113336001, analysé par Chen Kane, « Nuclear Decision-Making in Iran : A rare Glimpse » [« La Prise de décision nucléaire en Iran : un rare aperçu »], *Middle East Brief*, no. 5, mai 2006.

¹⁴ Ellen Knickmeyer, « British Find no Evidence of Arms Traffic from Iran » [« Les Anglais ne trouvent aucune preuve du trafic d'arme en provenance de l'Iran »], *The Washington Post*, 4 octobre 2006 ; voir aussi les propos du leader chi'ite irakien Abdul Aziz al-Hakim démentant les déclarations américaines sur les ingérences iraniennes, AP, 29 août 2006. En sens inverse, voir, « A Fresh Supply of Iranian Weapons for New Batch

of Iraqi Shiite Terrorists » [« Une récente livraison d'armes iraniennes pour un nouveau groupe de terroristes chi'ites irakiens »], *DEBKAFfile Exclusive Report*, 15 mai 2006 ; Amit R. Paley and Saad al-Izzi, « Two of Iraq's Shiite Parties Denounce Iran » [« Deux des partis chi'ites irakiens dénoncent l'Irak »], *The Washington Post*, 19 août 2006 ; Toby Harnden, « Three Iranian factories 'mass-produce bombs to kill British in Iraq' » [« Trois usines iraniennes 'fabriquent des bombes en masse pour tuer les Anglais en Irak' »], *The Telegraph*, 20 août 2006.

¹⁵ G. Esfandiari, « Ahmadinejad Declares Ties with Iraq 'Excellent' » [« Ahmadinejad déclare que ses rapports avec l'Irak sont 'excellents' »], *RFE/RL*, 12 septembre 2006. Le président iranien a assuré le premier ministre irakien de son concours pour renforcer la stabilité du pays. Voir aussi, *Le Monde*, 15 septembre 2006.

¹⁶ Hosham Dawod, « L'Irak, un enjeu stratégique dans le duel entre Téhéran et Washington », *Le Monde*, 31 mai 2006 ; voir aussi, Vali Nasr, « When the Shiites Rise » [« Quand les Chi'ites montent »], *Foreign Affairs*, juillet/août 2006.

¹⁷ Iraq Study Group, « The Iraq Study Group Report » [« Rapport du groupe d'étude sur l'Irak »], New-York, 2006.

¹⁸ International Crisis Group, « After Baker - Hamilton: What to do in Iraq » [« Après Baker -Hamilton : que faire en Irak? »], *Middle East Report*, no. 40, 19 décembre 2006. Voir aussi, Bahram Rajaei, « Implementing the Iraq Study Group's Recommendations on Iran » [« Appliquer les recommandations du groupe d'étude sur l'Irak »], *NIAC Issue Brief*, 20 décembre 2006.

¹⁹ Notamment, des dignitaires religieux chi'ites comme Mahmoud al-Hasani sont résolument hostiles à l'Irak ; voir, Sami Moubayed, « Mahmud al-Hasani: A profile of Iraq's Rising Shiite Leader » [« Mahmoud al-Hasani : profil du nouveau leader chi'ite »], *Terrorism Focus*,

Jamestown Foundation, vol. 3, no. 35, 12 septembre 2006.

²⁰ Anthony H. Cordesman, « Preliminary 'Lessons' of the Israeli-Hezbollah War » [« Premières 'Leçons' de la guerre entre Israël et le Hezbollah »], Center for Strategic and International Studies, Working draft, 17 août 2006. Voir aussi, Graham Fuller, « The Hizbollah - Iran Connection » [« La Connexion Hezbollah - Iran »], *The Washington Quarterly*, vol. 30, no. 1, hiver 2006/2007.

²¹ Voir Joseph Alagha, « Le Hezbollah joue sa survie », *Le Figaro*, 11 décembre 2006, et son ouvrage : Joseph Alagha, *The Shifts in Hizbullah's Ideology* [Les Changements dans l'idéologie du Hezbollah], Amsterdam University Press, Amsterdam, 2006. Voir aussi, Nicholas Blanford, « In Lebanon, Hizbullah's rise provokes Shiite dissent » [« Au Liban : la montée du Hezbollah provoque des protestations chi'ites »], *Christian Science Monitor*, 15 décembre 2006.

²² Jason Athanasiadis, « Syria flirts with the West » [« La Syrie flirte avec l'Occident »], *Asia Times Online*, 22 décembre 2006.

²³ « Hamas - Iran Alliance: A Blessing for the Palestinian People ? » [« L'Alliance Hamas - Iran : une bénédiction pour le peuple palestinien ? »], *Al Bawaba*, 23 décembre 2006 ; Avi Issacharoff, « Haniyeh in Tehran: Iran gives us 'strategic depth' » [« Haniyeh à Téhéran : l'Irak nous donne une 'profondeur stratégique' »], *Haaretz*, 10 décembre 2006.

²⁴ Michel Makinsky, « La République islamique après les Présidentielles de juin 2005 : un Iran sûr de lui et dominateur ? », *Géoéconomie*, no. 36, hiver 2005/2006.

²⁵ Ne pas envisager une certaine forme de garantie ni une perspective de levées des sanctions est une faiblesse des propositions adressées aux Iraniens en échange de la cessation de l'enrichissement. Une sortie de crise devrait prendre ces deux aspects en considération. Voir, Gareth Porter,

« Assessing the P5+1 package to Iran » [« Évaluation du *package* P5+1 accordé à l'Iran »], *NIAC Issue Brief*, 11 août 2006 ; Keith Putnam-Delaney & Paul Ingram, « Resolving the nuclear dispute with Iran by negotiation » [« Résoudre la dispute nucléaire avec l'Iran par la négociation »], *Basic Notes*, 31 août 2006.

²⁶ Texte et présentation dans, « Security Council imposes sanctions on Iran for failure to halt uranium enrichment, unanimously adopting Resolution 1737 (2006) » [« Le Conseil de sécurité impose des sanctions à l'Iran en raison de son échec quant à la cessation de l'enrichissement de l'uranium, adoptant à l'unanimité la Résolution 1737 (2006) »], 23 décembre 2006, <http://www.un.org/News/Press/docs/2006/sc8928.doc.htm>.

²⁷ Abbas Bakhtyar, « The plan for Economic Strangulation of Iran » [« Le Plan pour la strangulation économique de l'Iran »], *Payvand's Iran News*, 11 janvier 2007, <http://www.payvand.com/news/07/jan/1127.html>.

²⁸ Voir Roger Stern, « The Iranian Petroleum Crisis and the United States National Security » [« La Crise iranienne du pétrole et la sécurité nationale des États-Unis »], *Proceedings of the National Academy of Sciences the United States*, 26 décembre 2006.